

# 9° Rencontres Rhône-Alpes de l'EEDD

10-12 décembre 2014 – GRAINE Rhône-Alpes

## Table-ronde dynamique

Retranscriptions des conférences de :

Stéphane Labranche, Fabien Bressan et Lara Mang-Joubert



**Stéphane Labranche**, chercheur-enseignant associé au laboratoire PACTE de Grenoble [Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires], membre du GIECC, titulaire de la chaire Energie-Climat de l'IEP de Grenoble.

Bonjour à tous.

Je vais commencer par vous parler de ce que fait un peu le GIECC mais très rapidement.

On va parler de changement aujourd'hui, moi je ne parlerai pas beaucoup d'accompagnement au changement. Je vais plutôt vous présenter de manière globale les changements qui sont en cours et que j'observe. La question qui m'intéresse sur la participation (et je vais faire exprès pour être provoquant), c'est : pourquoi les gens ne veulent pas participer ? Qu'est ce qui les emmerde dans le changement climatique pour le dire crûment ? Qu'est-ce qui les gêne ? Est-ce que ce sont les représentations ? Est-ce que ce sont les valeurs ? Quels sont les freins, les habitudes, les comportements, etc. ? Et ensuite, comment développer des politiques publiques d'accompagnement ? Selon moi, si nous ne comprenons pas les freins au changement, nous ne pourrions pas développer des mesures appropriées.

Alors, que fait le GIECC ? Le GIECC (Groupe d'experts intergouvernemental du changement climatique des Nations-Unies) ne fait pas d'études mais produit un rapport tous les 4 ou 5 ans, un rapport en trois volumes d'environ 1000 pages chacun... Cela vous prend à peu près les 4 ans pour le lire avant de passer au rapport suivant... Le premier volume est très scientifique, le deuxième volume porte sur l'adaptation, le troisième sur l'atténuation. Le GIECC fait un bilan de ce qui a été publié durant les années précédentes sur le changement climatique. Et encore, le rapport du GIECC n'est qu'un « résumé » de 3000 pages. Si on prend les 5 rapports établis par le GIECC, le premier posait environ à 40% la certitude que le changement climatique était provoqué par les activités humaines dont la combustion des énergies fossiles. A chaque rapport cette certitude augmente, pour arriver dans le dernier rapport à 95% de certitude. Autrement dit 95% de tous les textes scientifiques qui sortent sur le changement climatique disent que c'est provoqué par l'activité humaine. Je ne pense pas qu'on dépasse à l'avenir ces 95% car tout scientifique qui se respecte se donne le droit d'avoir un doute. Cette évolution est la première que l'on observe dans les 5 rapports.

La deuxième évolution intéressante que l'on constate depuis l'avant-dernier rapport, est sur le deuxième volume concernant l'impact du changement climatique, en termes de biodiversité, d'écosystèmes, de pluviométrie avec des évolutions très significatives. A 3 ou 3,5 degrés d'augmentation on commence à comprendre pourquoi le GIECC a obtenu en 2007, le prix Nobel de la Paix et non pas celui de la chimie de l'atmosphère. C'est parce que ces impacts auront des conséquences directes sur la sécurité internationale et notamment régionale. Moins vous avez des ressources en eau et plus vous allez avoir des migrations, des pressions, des mouvements de population et des conflits en conséquence. On voit déjà des changements climatiques mais à 3,5 degrés on va en voir encore plus. Nous allons dépasser l'augmentation de 2 degré, c'est une évidence. On est à environ 1,4 d'augmentation déjà en France en 2014.

Actuellement, et troisième tendance, plus notre compréhension évolue par rapport au changement climatique et plus on se rend compte que les impacts sont plus forts et plus profonds que prévus, et plus rapides que prévus. Certains des impacts qu'on pensait ne pas voir d'ici 2050, on commence à les voir tout de suite, ou alors on va les voir en 2030. Ou alors on pensait qu'il allait y avoir un petit changement et finalement c'est un grand changement, sur tel ou tel volet de la glaciologie par exemple. Si je continue à traiter des impacts, il aurait fallu que j'amène des pilules d'antidépresseur pour tout le monde. Donc j'arrête là sur cet aspect...

Ce dont je voudrais parler maintenant ce sont les évolutions sociales, politiques, comportementales qu'on peut voir depuis quelques années, à deux niveaux : sur les signaux forts et sur les signaux faibles, ces petits trucs qui émergent et qui me font penser que peut-être il y a un truc qui se passe. Les signaux forts proviennent de plusieurs études que j'ai faites sur la mobilité, la conception des éco-quartiers, la construction de plans climat. En termes de freins et de moteurs qu'est-ce qu'on peut constater ?

D'abord, en matière de climat, le changement provient surtout du haut, en France notamment par l'imposition des Plans Climat Energie Territoriaux. Ces plans vont finir par s'insérer dans les politiques publiques, les différents services. Certaines collectivités territoriales sont beaucoup plus en avance que d'autres qui ont un bel affichage et pas grand-chose derrière. Mais en moyenne il y a quelque chose qui se passe en France avec une expérience assez unique dans le monde sur le fait que les PCET sont obligatoires pour les communes ou regroupements de communes de plus 50000 habitants et ce depuis 2012. Cela fait partie du Grenelle de l'Environnement. Donc sur le climat, il y a des intérêts au sein des populations mais en termes de mouvement, d'initiation du mouvement du changement et d'évolution, c'est surtout quelque chose qui passe par le haut.

Cela intéresse peu la population, les habitants sont plutôt bien au courant, informés mais toutes mes études montrent que le changement climatique n'est jamais un facteur de changement de comportement en soi. Il y a toujours d'autres bonnes raisons de changer. Donc l'idée, si vous voulez amener des évolutions, c'est plutôt de ne pas parler de changement climatique pour initier des changements de comportement mais de confort, de vitesse, de qualité de vie etc.

En revanche pour l'énergie, là il y a une différence, cela provient aussi du bas. Pour la plupart des gens jusqu'à il n'y a pas très longtemps, l'énergie c'était invisible, on payait sa facture tous les trois mois sans vraiment se rappeler combien. Et maintenant on voit de plus en plus de citoyens qui regardent leur résidence, leur appartement, comme un milieu énergétique qui vit. Et ça c'est une grande différence car on parle des représentations... et ce sont les changements de représentations qui peuvent amener un changement de comportement, ce n'est pas l'information. Une information nouvelle est insérée dans vos représentations, celles que vous avez au préalable. Si vos représentations ne sont pas confortées, l'information est soit ré-interprétée soit mise de côté. Je pense qu'il y a là quelque chose d'assez profond qui se passe. Cela intéresse les gens parce que c'est de l'intérêt personnel mais pas uniquement des raisons économiques. Cela intéresse les gens simplement parfois pour la réduction de l'énergie en soi, pour d'autres c'est maintenir leur confort avec un coût moindre. Mais en réalité, il n'y a pas vraiment de bonnes raisons économiques car un tiers seulement de votre facture énergétique varie en fonction de votre consommation, les deux tiers restants étant un coût fixe. Si vous faites un effort de baisse de votre consommation de 20% cela a un impact sur votre facture globale de 7% seulement. Donc, l'économie n'est pas non plus un facteur premier des changements de comportement.

Encore une fois, ce que j'observe dans les mouvances les plus intéressantes concerne les plans climats. Depuis deux ans, par exemple il n'y a plus de demandes de recherche de la part de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), des ministères ou de l'ADEME, pour faire de l'atténuation. Il n'y a plus d'appels d'offres sur l'atténuation, mais il y en a sur l'énergie et sur la transition énergétique ce qui nous amène à faire de l'atténuation en faisant de la diversification énergétique, de la sobriété, de l'efficacité. Donc on arrive à faire de l'atténuation des effets du changement climatique mais on passe par le volet énergie, et cela intéresse beaucoup plus de gens et les pouvoirs publics.

La deuxième chose que j'observe, c'est que l'adaptation connaît elle aussi une recrudescence d'intérêt. Il y a quelques années quand on parlait d'adaptation, cela voulait dire qu'on avait échoué sur le volet atténuation et comme on ne voulait pas échouer sur l'atténuation, on ne parlait pas d'adaptation. On commence à comprendre effectivement que l'atténuation ne pas aussi vite qu'il le faudrait, donc on parle de plus en plus d'adaptation.

Une autre évolution importante au niveau national, c'est l'émergence des TEPOS (Territoire à énergie positive) en particulier dans des contextes plus ruraux. On voit aussi au niveau des agglomérations, par exemple à Grenoble, des plans Air-Climat. L'idée avec ces plans, c'est de ne pas refaire l'erreur de mettre tout sur l'énergie en oubliant les effets négatifs potentiels sur la pollution et la santé des populations. Par exemple, on

met plus de diesel, on promeut le chauffage au bois, sauf que si le bois n'est pas séché correctement et que l'appareil a un rendement médiocre, on pollue l'atmosphère. À Grenoble, durant les pics de pollution en hiver, la source numéro un de pollution, c'est le chauffage au bois, ce n'est pas la voiture ! Donc là, avec les plans Air-Climat, la solution est de conjuguer ces deux intérêts pour ne pas faire d'erreur dans un domaine quand on agit sur l'autre. Donc cela aussi c'est expérimental, il y a beaucoup de choses à apprendre mais cela se fait de plus en plus.

Voilà pour les signaux forts.

Pour ce que j'appelle les signaux faibles, je vais prendre des exemples qui proviennent de l'éducation et de l'enseignement. L'ENTPE (Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat) par exemple, commence à me solliciter pour faire des cours sur la sociologie de l'énergie, la sociologie de la technique ou de l'innovation. C'est aussi le laboratoire de glaciologie et de chimie de l'atmosphère qui veut que je fasse une simulation des négociations internationales sur le changement climatique avec leurs scientifiques. Ils veulent former leurs étudiants, qui sont très très bons en chimie de l'atmosphère, etc., pour qu'ils soient plus sensibilisés aux questions politiques, culturelles et sociales du changement climatique. Ces étudiants vont participer à cette simulation de négociation comme experts scientifiques membres du GIECC avec un groupe d'étudiants de l'IEP qui eux représentent les pays, dans une négociation internationale qui va durer trois jours. Démarche qui inclut obligatoirement pas mal de beuverie le soir pour que les étudiants soient super fatigués la dernière journée pour mettre les émotions à vif et pour qu'ils puissent comprendre ce par quoi on passe quand on fait par exemple « Copenhague ». Et cela marche plutôt bien et j'en ai chaque année un ou deux qui pleurent ou qui se mettent en colère.

Enfin, pour conclure, chaque année depuis douze ans, je fais faire un petit test à mes étudiants en sciences politiques mais aussi avec des ingénieurs, des sociologues, des urbanistes. Je leur présente différents scénarios écologiques. Premier scénario écologique : le développement durable, avec l'idée qu'on fait participer les gens, qu'on les informe et qu'ensuite, ils vont changer de comportements et accompagner les efforts de lutte contre le changement climatique. Deuxième scénario : l'expertocratie avec les experts qui disent aux décideurs quoi faire et mettent en œuvre les politiques publiques ; on est encore dans une démocratie, mais là le poids de l'expertise scientifique est encore plus important dans la décision que dans le premier scénario. Troisième scénario : le scénario totalitaire ; c'est par exemple, le gouvernement chinois qui décide de devenir totalement vert et écolo, il ne demande pas à sa population si oui ou non elle veut passer à l'action, il l'impose.

Quatrième scénario : c'est l'hypothèse Gaïa. Elle existe dans la plupart des cultures animistes où il y a une relation sensible, de sensation, de perception, d'amour et de respect pour la nature, et où on agit à partir de ce respect ; il n'y a pas d'imposition par la loi, ce n'est pas réglementaire, c'est du ressenti ; le meilleur exemple de ça, c'est le film Avatar qui est une assez bonne façon occidentale de le visualiser. Je demande à mes étudiants dans quel scénario ils vont se situer. Il y a douze ans, tous étaient dans le développement durable. La 2<sup>ème</sup> année il y a une personne qui s'est dite développement durable et Gaïa. Deux ans, trois ans... que des femmes dans Gaïa, pas un homme... Cela a pris la troisième année pour qu'un homme à la fin de l'année dise : « je me suis converti à Gaïa ». Il l'a fait avec humour mais il était sérieux. Mais qu'est-ce que je vois depuis 4 ou 5 ans ? Pour la première fois il y a 4 ans, des étudiants choisissent le scénario totalitaire. Beaucoup moins sont dans le scénario développement durable, il n'en reste que quelques-uns sur 15. Et une importante adhésion au scénario Gaïa. Cette année, la moitié de mes étudiants m'ont dit avoir un pied dans le scénario Gaïa et l'autre, ailleurs, avec pas mal dans le scénario « expertocratie ». Pourquoi ? Parce qu'ils sentent que le changement n'est pas assez rapide et qu'on a beau informer, conscientiser, cela ne marche pas. Les étudiants qui sont les plus informés pensent qu'il faut imposer même s'ils préféreraient ne pas le faire. Mais leur moteur personnel, c'est Gaïa. C'est des signaux faibles mais il y a quelque chose qui se passe, là, qui pour moi en tant que sociologue, pour revenir à la question globale, voit radicalisation éventuelle des positions écologistes dans la société.